

LE TOTALITARISME DE L'INFORMATION AUX USA

La propagande, ça marche



Un sondage Pipa/KN permet d'évaluer l'impact de la propagande aux États-Unis. Pour se forger une conviction, les citoyens font d'abord confiance à l'administration Bush. Les experts de télévision se chargent d'écarter les avis dissidents ou tout au moins de les relativiser pour fabriquer du consentement. À partir de ce moment, les opinions des citoyens évoluent peu, quels que soient les événements. Leurs convictions sont si fortes qu'ils n'entendent même plus les démentis officiels. Ainsi, seuls 21% des États-Uniens ont assimilé que l'Irak n'avait pas d'armes de destruction massive et seuls 11% ont admis qu'il n'y avait pas de lien entre Saddam Hussein et Oussama Ben Laden.

page 2

Des « bantoustans » palestiniens

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

L'ancien maire-adjoint de Jérusalem, Meron Benvenisti, ne mâche pas ses mots. Selon lui, le plan Sharon de « retrait » unilatéral vise à morceler les territoires palestiniens sur le mode des bantoustans de feu l'apartheid sud-africain. Combiné avec la « barrière », il permettra de scinder la Cisjordanie en trois micro-États distincts. Malheureusement, la gauche israélienne, cramponnée à ses vieux slogans, est incapable de réagir à un plan qui a été présenté en détournant ses revendications.

page 9

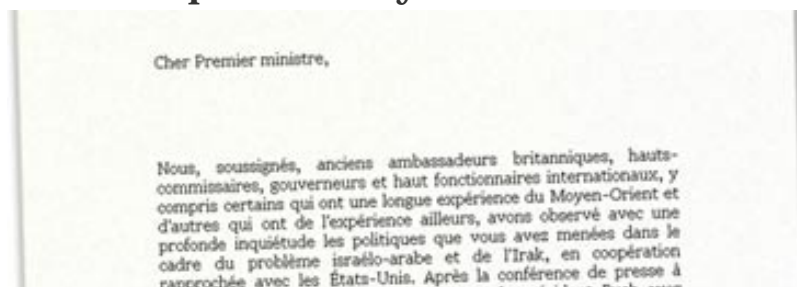
REPÈRE : 28 AVRIL 1945

Avril, cendres et roses

Le 27 avril 1945, un groupe de partisans italiens repère, cachés dans un convoi de soldats allemands en déroute, Benito Mussolini, sa compagne Clara Petacci et des dignitaires fascistes. Arrêtés, ils sont emprisonnés dans une ferme sur les bords du Lac de Côme et fusillés, le 28 avril - ironiquement date anniversaire de la fin de la Guerre d'Espagne avec l'entrée en 1939 des troupes fascistes espagnoles et italiennes dans Madrid. Les corps sont emmenés à Milan et exhibés, pendus par les pieds sur la façade d'un garage, où la foule les mutilé. (Photos). Terré dans son bunker à Berlin, Adolf Hitler apprend avec effroi la nouvelle et décide, pour échapper à un sort similaire, de se suicider le 30 avril, en compagnie d'Eva Braun. 12 ans auparavant, le 28 avril 1933, les nazis avaient pris possession des institutions allemandes après l'incendie du Reichstag et le vote qui suivit, accordant les pleins pouvoirs à Hitler. ■

CONDAMNÉ À L'ÉCHEC AU MOYEN-ORIENT

Lettre ouverte de 52 diplomates britanniques à Tony Blair



Sortant de la réserve qui s'impose aux diplomates, même retraités, cinquante-deux anciens ambassadeurs britanniques ont publié une lettre ouverte au Premier ministre. La démarche, sans précédent historique, manifeste une véritable révolte des personnels du Foreign Office. Compte tenu de son ampleur, Downing Street a dû renoncer à la sanctionner. Les signataires dressent le bilan catastrophique de la Coalition en Irak. Ils appellent à un réajustement immédiat de la politique conduite en commun avec les États-Unis ou, à défaut, à la rupture de la relation privilégiée qui unit Londres et Washington.

page 19

Le totalitarisme de l'information aux USA

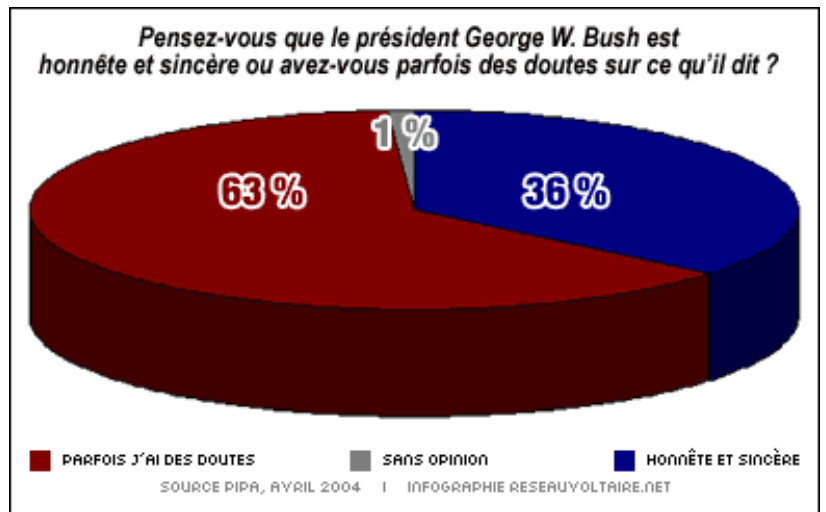
La propagande, ça marche

Un sondage Pipa/KN permet d'évaluer l'impact de la propagande aux États-Unis. Pour se forger une conviction, les citoyens font d'abord confiance à l'administration Bush. Les experts de télévision se chargent d'écarter les avis dissidents ou tout au moins de les relativiser pour fabriquer du consentement. À partir de ce moment, les opinions des citoyens évoluent peu, quels que soient les événements. Leurs convictions sont si fortes qu'ils n'entendent même plus les démentis officiels. Ainsi, seuls 21% des États-Uniens ont assimilé que l'Irak n'avait pas d'armes de destruction massive et seuls 11% ont admis qu'il n'y avait pas de lien entre Saddam Hussein et Oussama Ben Laden.



Lors de sa **conférence de presse, en prime-time, du 13 avril** dernier, le président George W. Bush a refusé de reconnaître la moindre erreur dans ses appréciations et décisions comme les journalistes de la presse écrite tentaient de l'y contraindre. Il s'est efforcé de couper court aux reproches qui lui sont faits. On observe que, ne tenant pas compte des objections des journalistes de la presse écrite, un tiers des États-Uniens conserve toute sa confiance à George W. Bush.

Diverses études récentes tendent à montrer que cette adhésion est particulièrement marquée dans les milieux chrétiens *born again*. Elle semble même indissociable de convictions religieuses. C'est ce qui explique l'évolution de la campagne électorale : le candidat Bush affiche sa foi pour mobiliser son électorat, tandis que le candidat Kerry affiche ses valeurs militaires.

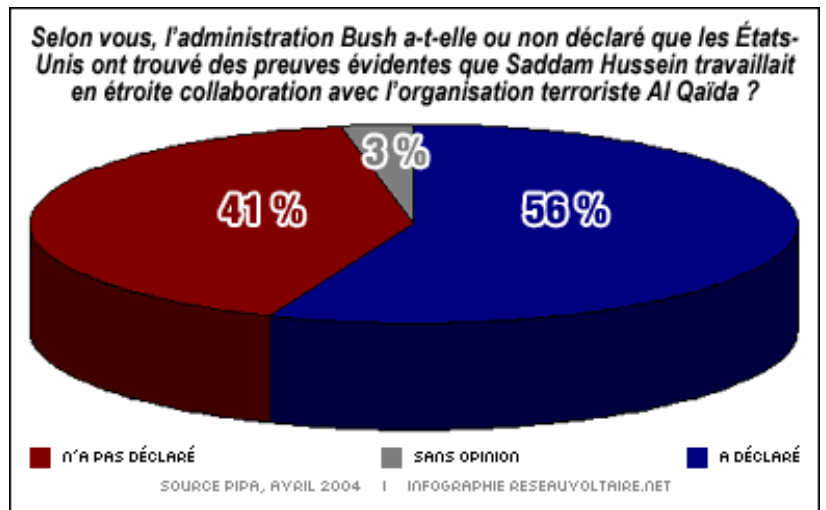


Avant l'invasion de l'Irak, on a discuté de liens éventuels entre l'Irak et Al Qaïda. Ce terme générique désignant en premier lieu les auteurs supposés des attentats du 11 septembre et également les auteurs d'attentats anti-états-uniens partout dans le monde.

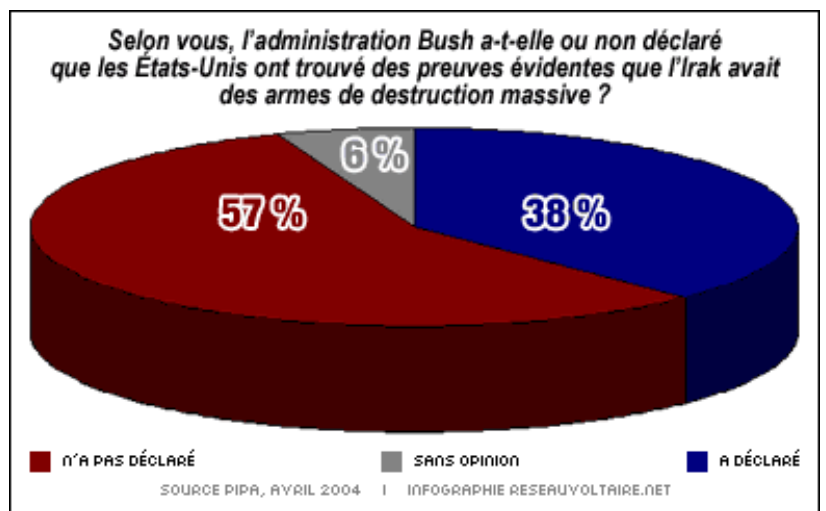
Le président Bush a personnellement accrédité la théorie d'une alliance entre des terroristes wahhabites conduits par Oussama Ben Laden et les forces armées irakiennes du régime laïque de Saddam Hussein. Dans son **discours au musée de Cincinnati**, Ohio, George W. Bush déclarait le 7 octobre 2002 : « *Nous savons que l'Irak et le réseau terroriste Al Qaïda ont un ennemi commun : les États-unis d'Amérique. Nous savons que le l'Irak et Al Qaïda ont eu des contacts au sommet de leur hiérarchie depuis une décennie. Des chefs d'Al Qaïda qui avaient fui l'Afghanistan sont allés en Irak. Parmi eux, figure un chef d'Al Qaïda très âgé qui a reçu un traitement médical à Bagdad cette année et qui a été associé à la planification d'attaques chimiques et biologiques. Nous avons appris que l'Irak a entraîné des membres d'Al Qaïda à la fabrication de bombes, poisons et gaz mortels. Enfin nous savons qu'après le 11 septembre, le régime de Saddam Hussein a allégrement célébré les attaques terroristes contre l'Amérique* ». Cette allégation a été **confirmée par le secrétaire d'État Colin L. Powell** devant le Conseil de sécurité des Nations unies, le 5 février 2003. Photo satellite à l'appui, il a donné force détail sur l'existence au nord de l'Irak d'un camp « *dirigé par Abou Moussab Zarkaoui, partenaire et collaborateur d'Oussama ben Laden et de ses lieutenants d'al-Qaïda* ». Le secrétaire d'État avait évoqué l'existence de « *partisans d'Al-Qaïda basés à Bagdad* » d'où étaient organisés des attentats à l'étranger comme l'assassinat d'une diplomate états-unienne en poste en Jordanie.

Malgré tout cela, 41% des sondés n'en ont plus souvenir.

On observera que les Français, par exemple, ne se souviennent probablement plus non plus du passage de la même intervention de Colin Powell dans lequel il affirmait que des membres du réseau irakien d'Al Qaïda avaient été arrêtés en France, propos qui avaient été repris comme une évidence par plusieurs grands quotidiens français bien qu'ils soient complètement imaginaires.



Toujours dans son discours de Cincinnati, le président Bush a affirmé « savoir » que Saddam Hussein détenait des armes de destruction massive. Il a notamment précisé qu'il détenait suffisamment de bacilles du charbon militarisés pour « tuer des millions de personnes ». Ses imputations ont été confirmées par Tony Blair, qui a même précisé que ces armes de destruction massive étaient déployables en 45 minutes, et par le gouvernement israélien. Elles ont été détaillées par Colin L. Powell devant le Conseil de sécurité. Il a affirmé que l'Irak avait la « capacité de disperser ces poisons [des armes biologiques] et ces maladies mortelles de façon à causer des pertes et une destruction de grande ampleur ». Il a prétendu que « Saddam Hussein a [avait] des armes chimiques » et soutenu qu'il se livrait à de cruelles expériences sur des cobayes humains. Il a affirmé que l'Irak avait confié un programme à des « moudjahidines nucléaires » qui avaient déjà fait de grands progrès. Par la suite, un représentant du Pentagone est venu expliquer à huis clos aux sénateurs que l'Irak disposait de « drones transatlantiques » capables de transporter des charges biologiques ou chimiques et de frapper la côte Est des États-Unis. Le département de la Sécurité de la Patrie invita la population de ces régions à se tenir prête à une telle attaque lorsque la Coalition arriverait en Irak. Ils achetèrent tous des matériels de survie, et pourtant ils ne sont plus que 38% des sondés à s'en souvenir.



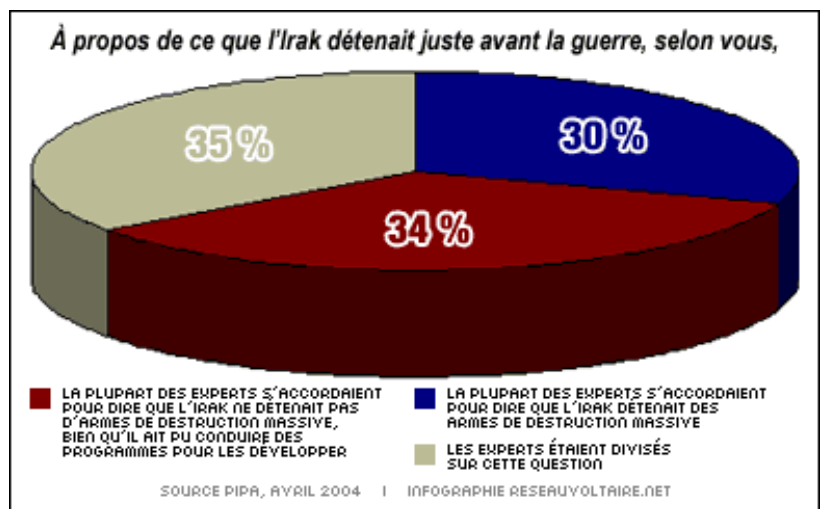
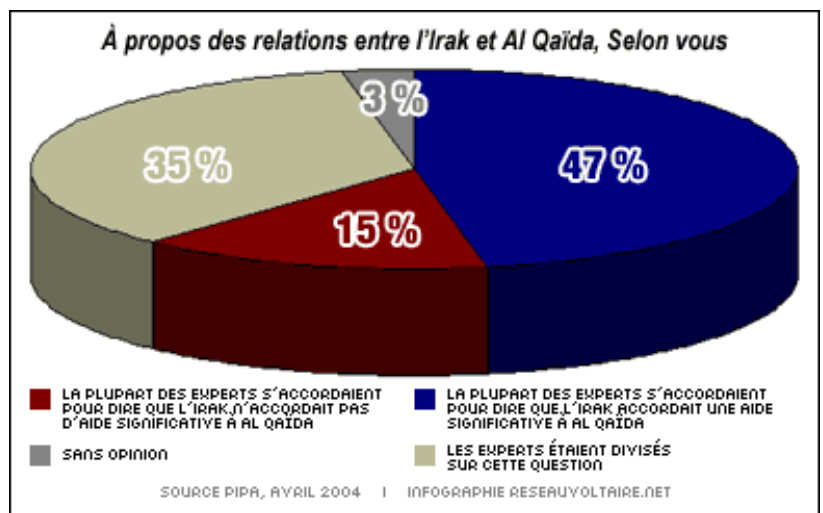
Il apparaît ici que la presse a aisément validé les accusations les plus outrancières, ne s'est jamais clairement rétractée, et participe à l'oubli collectif

des erreurs dont elle est solidaire.

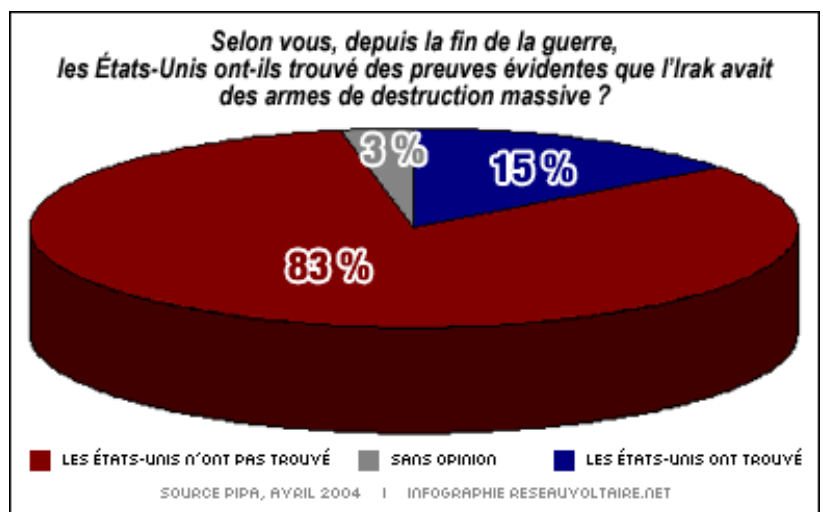
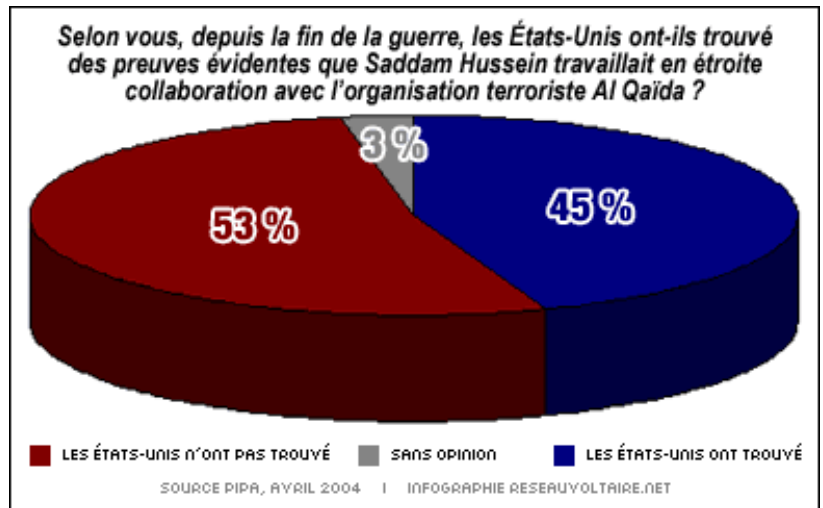
La propagande politique ne serait rien sans les « experts ». Ils ont été nombreux à la télévision, particulièrement sur Fox News.

On observe que la parole des experts est perçue comme plus confuse que celle des dirigeants exécutifs, donc moins forte. 35% des sondés notent que les experts se contredisent entre eux. Leur fonction est donc de neutraliser les arguments des opposants plus que de valider ceux de l'exécutif qui détient une autorité par lui-même.

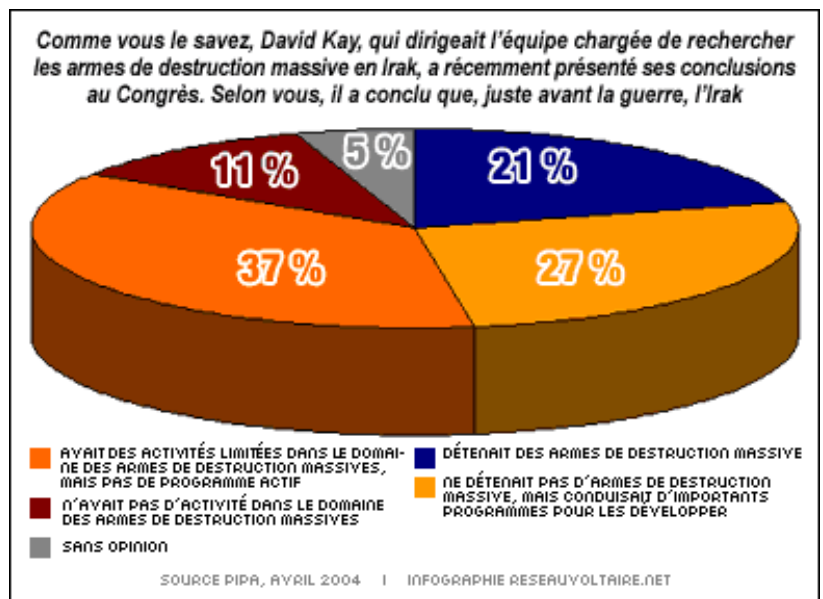
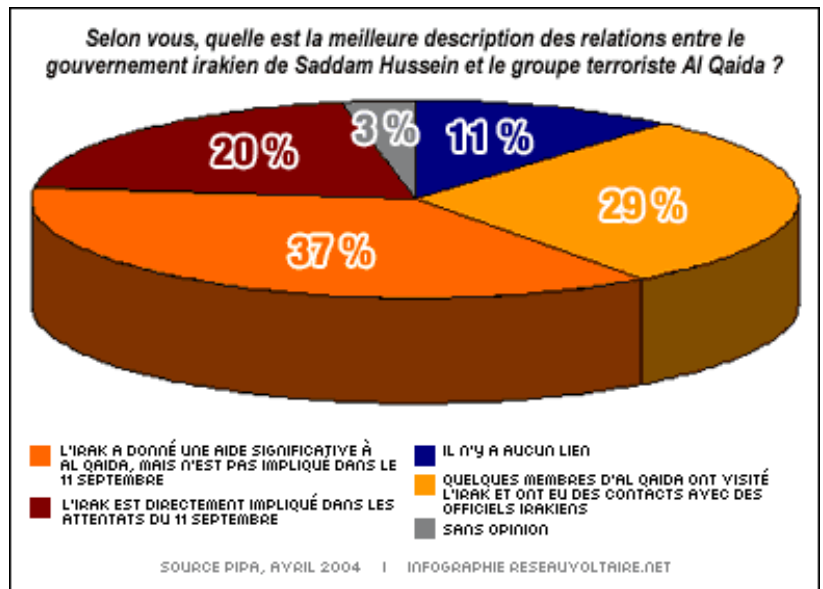
En France, pays qui se tenait en dehors de la guerre, des élus se sont trouvés en position d'expert (par exemple, Bernard Kouchner, Pierre Lellouche et Alain Madelin). Leurs propos ont été confirmés, bribe par bribe, par des « spécialistes » (comme Guillaume Dasquié, Thérèse Delpech, Roland Jacquard). Certaines émissions sont devenues leur estrades permanentes (*C'est dans l'air* sur France 5 ou *Mots croisés* sur France 2).



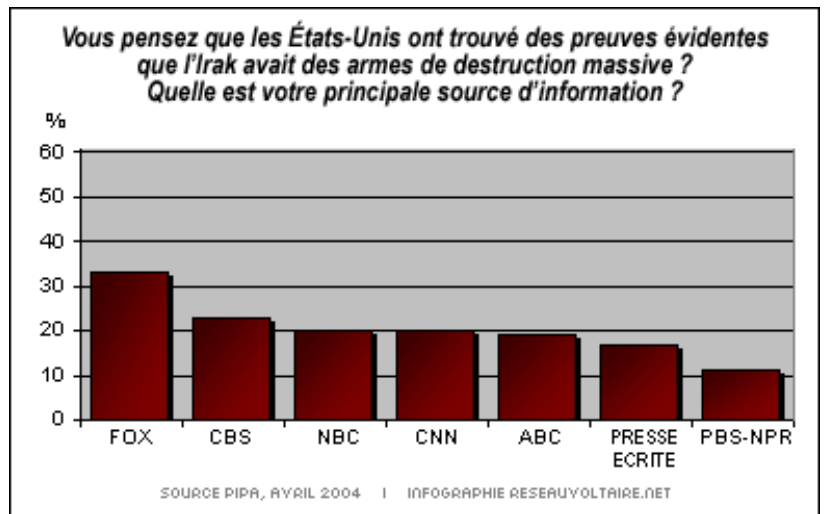
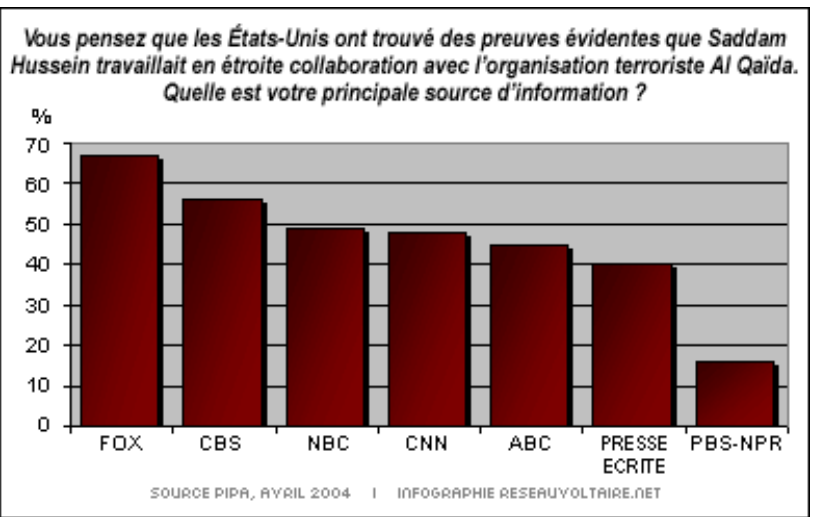
Un an après la fin de la guerre, le secrétaire d'État Colin L. Powell a admis publiquement que les informations qu'il a présenté au Conseil de sécurité étaient erronées. Pourtant 15% des sondés croient que l'on a retrouvé des armes de destruction massive en Irak. Ce pourcentage est en constante régression. En mai 2003, ils étaient 34% à le croire. Ils sont par contre 45% à croire que l'on a trouvé des liens entre l'Irak et Ben Laden. Cette confusion repose uniquement sur le vocabulaire politique qui désigne du même mot de terroristes les responsables des attentats du 11 septembre et les résistants irakiens à l'invasion de la Coalition. Ce pourcentage connaît même des pointes plus élevées (jusqu'à 52%) dans les moments où la télévision relate des combats en Irak.



Une étude plus détaillée des réponses montre que la propagande fonctionne. Seuls 11% des sondés sont conscients qu'il n'y avait aucun lien entre le régime laïc de Saddam Hussein et d'éventuels jihadistes wahhabites qui seraient responsables des attentats du 11 septembre. Le conditionnement est tel que l'on n'entend plus que ce que l'on sait déjà. Les démentis n'ont donc aucune importance. Ainsi, seuls 21% des sondés ont compris le rapport Kay. Confirmant les rapports de l'ONU, celui-ci concluait que Saddam Hussein avait ordonné des programmes de fabrication d'armes de destruction massive, mais qu'ils avaient été abandonnés de fait depuis dix ans, en partie par faiblesse de moyens, en partie par corruption des responsables.



Les résultats du sondage de la semaine dernière varient peu par rapports à ceux obtenus, pour les mêmes questions, lors des mois précédents. Compte tenu de cette stabilité, on peut les expliquer avec un sondage complémentaire réalisé en octobre 2003. Il a été demandé aux personnes intoxiquées qui croient aux liens BenLaden/Saddam Husein et à ceux qui croient aux armes de destruction massive irakiennes quelles étaient la source de leurs informations sur ces sujets. Une partie des sondés fait référence à son entourage, mais la plupart citent spontanément les télévisions commerciales et en premier lieu Fox News.



Ces résultats contrastent avec les opinions dans le reste du monde. Loin d'être un handicap, dans cette période de globalisation, le fossé qui se creuse entre les États-Unis et les autres renforce le sentiment d'incompréhension dont souffre la population US. Comme on l'observe à moindre échelle dans les groupes sectaires, ce décalage n'est pas évalué raisonnablement, mais affectivement. Il ne remet donc pas en question les convictions personnelles, mais les renforce. Dans ce contexte, les médias de masse servent à la fois à marteler les points de vue officiels et à discréditer les objections rationnelles.

Les résultats cités sont issus de deux sondages effectués par Program on International Policy Attitudes (PIPA), un organisme joint de l'université du Maryland et du Center on Policy Attitudes. Ils ont été réalisés par la firme californienne Knowledge Networks et co-financés par le Rockefeller Brothers Fund et la Ford Foundation. Le panel utilisé du 16 au 22 avril 2004 est composé de 1311 personnes représentatives des États-Unis ayant une habitation et une ligne de téléphone. La marge d'erreur est de plus ou moins 3,5%. Le panel utilisé pour le sondage d'octobre 2003 est de 3334 personnes représentatives des États-Unis ayant une habitation et une ligne de téléphone. La marge d'erreur est de plus ou moins 2,5%.

Des « bantoustans » palestiniens

Analyse

La diffusion de tribunes libres dans les grands quotidiens internationaux par des cabinets de communication suscite parfois des discordances : ainsi Henry Kissinger analyse la politique étrangère des États-Unis en maniant la langue de bois en usage à Washington dans une tribune publiée en Argentine par *Clarín*. L'ancien secrétaire d'État rappelle, selon le catéchisme en vigueur dans son pays, que les États-Unis n'agissent que pour promouvoir les Droits de l'homme. Mais ses lecteurs argentins pensent au soutien qu'il accorda à la junte du général Videla. Quoi qu'il en soit, cette entrée en matière n'est pas le propos central d'Henry Kissinger, elle illustre seulement le fossé qui sépare le discours états-unien de la réalité. En l'occurrence, il souligne que la démocratie ne se construit pas en un jour, et qu'il convient d'abord de restaurer l'État en Irak avant d'envisager sa démocratisation. La conclusion, on le voit, se rapproche, elle, de la réalité.

José-Maria Aznar vitupère, quant à lui, contre le gouvernement Zapatero qui vient d'annoncer le retrait anticipé des troupes espagnoles engagées en Irak. Dans *ABC*, il déplore, dans des termes empruntés à la Guerre froide, un coup porté au « monde libre ». Il fonde son opinion sur un postulat plus que sur une démonstration : les terroristes seraient les mêmes à Bagdad et à Madrid, en se retirant de la première capitale, on se prépare à perdre la seconde.

Le sociologue Amitai Etzioni s'inquiète des conséquences morales désastreuses de la commission d'enquête sur le 11 septembre. Même si celle-ci a renoncé à établir les faits, en ce qui concerne les attentats eux-mêmes, elle s'est lancée dans un examen des systèmes de renseignement et de la vigilance des autorités. Ce faisant, elle a ouvert une boîte de Pandore et porte gravement atteinte à la confiance que les citoyens placent dans leurs institutions. Ce processus n'est pas

sans rappeler celui des commissions Church et Rockefeller, à la fin des années 70, qui enquêtèrent sur les crimes de la CIA. Etzioni demande donc dans le *Los Angeles Times* qu'on en finisse au plus vite et que la commission s'attache plutôt à cerner les futures menaces, notamment les armes nucléaires. Avec un bel unanimité, Robert S. McNamara et Helen Caldicott dénoncent dans le même quotidien la seule vraie terreur : pas celle des attentats terroristes, mais celle de la bombe atomique. La Russie et les États-Unis maintiennent chacun plus de 7000 têtes nucléaires pointées contre l'autre. C'est d'abord ce danger qu'il faut traiter.

Shlomo Avineri se délecte du rejet du plan de paix Annan pour Chypre. Il relève dans le *Jerusalem Post* que l'ONU et l'Union européenne ont tenté d'imposer une réunification de l'île avalisant de facto l'occupation du nord par l'armée turque et privant les Chypriotes grecs de justes compensations pour leurs expropriations. En outre, l'Union envisage l'adhésion de la Turquie, malgré cette occupation militaire. Pourtant, l'ONU et l'Union européenne reprochent à Israël d'occuper les territoires palestiniens et exigent une indemnisation des Palestiniens expropriés.

L'ancien maire-adjoint de Jérusalem, Meron Benvenisti, ne mâche pas ses mots dans le *Guardian*. Selon lui, le plan Sharon de « retrait » unilatéral vise à morceler les territoires palestiniens sur le mode des bantoustans de feu l'apartheid sud-africain. Combiné avec la « barrière », il permettra de scinder la Cisjordanie en trois micro-États distincts. Malheureusement, la gauche israélienne, cramponnée à ses vieux slogans, est incapable de réagir à un plan qui a été présenté en détournant ses revendications.

Par ailleurs, Susan Braden et Michael Wyganowski défendent dans le *Washington Times* la politique moyen-orientale de la Fondation nationale pour la démocratie (NED/CIA) : soutenir financièrement les groupes « démocratiques » ou « libéraux ». En proposant d'appliquer à cette région les recettes qui firent leurs preuves en Europe centrale et orientale, George W. Bush présentera un plan complet pour le « grand Moyen-Orient » au prochain sommet du G8, en juin. Il ne semble pas que les deux auteurs anticipent la réaction de Vladimir V. Poutine à cette aimable comparaison.

Barbara Amiel dénonce le projet de Constitution européenne dans le *Daily Telegraph*. Opposée à la création d'un État supranational, elle tente de le discréditer en l'assimilant à un pouvoir bureaucratique de type stalinien. Bien qu'elle reste pour l'essentiel dans le registre de l'opinion et non de la démonstration, elle saisit au passage un argument pertinent pour montrer le caractère anti-démocratique de l'Union : les référendums à répétition qui furent infligés aux mauvais électeurs au Danemark et en Irlande. Mais ce point est antérieur au projet de Constitution et ne lui est pas lié.

Enfin, les ministres de la coopération de quatre pays scandinaves et le directeur exécutif du programme anti-sida de l'ONU sensibilisent les lecteurs de l'*International Herald Tribune* à propos des risques de contamination des femmes africaines par le VIH. Leur exposition au danger est la conséquence de situations sociales sur lesquelles il faut agir. Ici la prévention, ce n'est pas seulement l'information, c'est d'abord l'émancipation des femmes.

Réseau Voltaire

Henry Kissinger



Henry Kissinger (Le 2 de pique du régime Bush) est ancien secrétaire d'État et conseiller de sécurité national états-unien. Il est président démissionnaire de la Commission d'enquête indépendante sur le 11 septembre. Il est président de Kissinger Associates

« Pourquoi une politique étrangère peut-elle échouer ? »

Source : Clarin

Référence : « ¿Por qué puede fracasar una política exterior ? », par Henry Kissinger, *Clarin*, 26 avril 2004.

Aucun autre pays que les États-Unis n'ont fait de la démocratie et de la défense des Droits de l'homme une question si centrale et n'ont permis à tant de composantes de son opinion publique de jouer un tel rôle dans cette question particulière de sa politique étrangère. Les États-Unis ont-ils la capacité de réellement promouvoir la démocratie ? et, si oui, en combien de temps ?

La démocratie a mis des siècles à s'implanter en Occident à partir d'une histoire riche et aucune autre culture n'a connu une évolution comparable. Si on veut réduire des siècles d'évolution en un laps de temps inapproprié, on s'expose à des conséquences imprévues. Dans les sociétés, divisées selon les ethnies et religions, on s'expose à une distribution du pouvoir sur la base des divisions de la société. Cela entraîne des risques de guerres civiles si une minorité suppose que cela la prive de pouvoir définitivement. Or, les guerres civiles sont un terrain idéal pour les terroristes.

La démocratie doit naître de facteurs internes et les tentatives pour imposer des structures occidentales fonctionnent rarement. Une politique étrangère centrée sur la démocratie doit donc tenir compte de réalités locales et régionales. En Irak, la division entre communautés fait de la création d'un pouvoir central seulement la première étape d'un long chemin vers la démocratie. Cela va nécessiter un engagement long des États-Unis et de la communauté internationale qui doit rester fondé sur la défense des valeurs tout en tenant compte de la réalité.

José-Maria Aznar



José-Maria Aznar est ancien Premier ministre espagnol.

« Un retrait irresponsable »

Source : ABC

Référence : « Desistimiento Irresponsable », par José-Maria Aznar, ABC, 26 avril 2004.

La décision de retirer nos troupes d'Irak, si elle est légitime, n'en est pas moins irresponsable car elle accroît les risques pour l'Espagne et détériore nos relations étrangères. C'est un manque de solidarité avec le peuple irakien et cela offre un aperçu de ce qu'on reçut ceux qui ont attaqué l'Espagne le 11 mars. Beaucoup d'Espagnols sont préoccupés par les conséquences pour notre sécurité et pour la défense de nos libertés face au terrorisme.

Ce retrait affaiblit notre défense et nos relations avec les démocraties les plus anciennes du monde et avec nos futurs partenaires de l'Union européenne. La décision du gouvernement socialiste est un coup porté à l'Espagne et au monde libre. Elle nous prive d'influence en Irak et n'a été prise que par opportunisme. Cette retraite était ce que souhaitaient les terroristes qui frappent les Irakiens en Irak et qui ont frappé les Espagnols à Madrid. Ce sont les mêmes, ils veulent la même chose et notre retrait les renforce. Le gouvernement a choisi le chemin de l'apaisement, un chemin que l'histoire a montré comme le pire des chemins possibles face à une menace.

Le gouvernement ne donne pas aux citoyens plus d'explication sur ce retrait que lors des élections. Nous n'avons cependant pas d'alternative à la lutte pour la stabilité en Irak et contre le terrorisme. Les Irakiens savent que la présence étrangère dans leur pays est indispensable et nous sommes en train de les priver d'une transition démocratique, nous qui en avons connu une, certes plus pacifique. José Luis Zapatero a, en outre, pris cette décision sans consultation du conseil des ministres et sans laisser à l'ONU une chance d'accroître au préalable son rôle. Le gouvernement Zapatero ne pourra pas se plaindre si nous manquons d'appuis internationaux parmi les démocraties. Je pense pour ma part que l'Espagne doit être plus solidaire avec les pays qui défendent le plus la liberté.

Amitai Etzioni



Amitai Etzioni est professeur de sociologie à la George Washington University. Il est l'auteur de *The Limits of Privacy*. Il a été membre de la Task Force on National Security in the Information Age, groupe financé par la Markle Foundation, qui regroupait les principales sociétés de hautes technologies et des représentants des agences de renseignement des États-Unis.

« La Commission sur le 11 septembre regarde du mauvais côté »

Source : Los Angeles Times

Référence : « The 9/11 Panel Looks the Wrong Way », par Amitai Etzioni, *Los Angeles Times*, 26 avril 2004.

Projetons nous dans trois ans. Une commission bipartisane conduit des auditions à Washington pour déterminer pourquoi nous n'avons rien vu venir et que nous n'avons pas pu empêcher l'explosion d'une bombe atomique dans une de nos principales villes, tuant 300 000 personnes et entraînant la suspension « provisoire » de notre constitution et des libertés civiles. Une des raisons de cet attentat est l'impact qu'a eu une autre commission : celle sur 11 septembre qui a passé trop de temps à chercher des responsables et à regarder en arrière sans faire de recommandation pour l'avenir.

Une commission a-t-elle vraiment tant d'influence ? Il n'y a qu'à voir le mur entre la CIA et le FBI qu'a construit [en 1975-76] la commission Church sur l'espionnage des citoyens états-uniens par le FBI. L'actuelle commission sur le 11 septembre se concentre sur le terrorisme, ce qui est important, mais sans voir que la principale menace à laquelle nous devons faire face est la menace nucléaire. Parce que la dernière attaque a été conduite avec des avions, nous avons dépensé 5,17 milliards de dollars dans les aéroports et, suite aux attentats de Madrid, nous allons protéger les gares, oubliant qu'Al Qaïda utilise rarement deux fois les mêmes méthodes. Nous dépensons également des milliards pour frapper les terroristes avant qu'ils nous attaquent et cela peut être efficace, mais c'est extrêmement compliqué et cela semble sans fin.

Pour éviter que les terroristes ne mettent la main sur des armes nucléaires, on peut utiliser une méthode qui demande peu d'attention et de ressources : cela nécessiterait la dépense d'un milliard de dollars pour renforcer la sécurité des sites. La Commission d'enquête sur 11 septembre doit recommander un accroissement du financement de l'initiative Nunn-Lugar et le développement de l'initiative de sécurité contre la prolifération.

Robert S. McNamara, Helen Caldicott



Robert S. McNamara a été secrétaire à la Défense sous les administrations Kennedy et Johnson (1961-1968). Il fut le principal responsable politique de l'engagement massif des États-Unis au Vietnam.



Helen Caldicott est pédiatre et présidente du Nuclear Policy Research Institute. Elle est l'auteur de *The New Nuclear Danger : George W. Bush's Military-Industrial Complex*.

« Toujours au bord de la catastrophe »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Still on Catastrophe's Edge », par Robert McNamara, *Los Angeles Times*, 26 avril 2004.

Alors que nous nous concentrons sur la menace terroriste, nous ne reconnaissons pas que le plus grand danger contre les États-Unis ce sont les milliers de missiles nucléaires russes qui nous visent. Malgré la fin de la Guerre froide, les États-Unis et la Russie n'ont pas beaucoup changé les cibles de leurs missiles en 15 ans.

Beaucoup croient que le risque d'attaque nucléaire a disparu alors que New York est encore visée par une dizaine d'armes nucléaires. New York n'est pas la seule cible et, d'après le National Resources Defense Council, la plupart des 8200 bombes russes visent les États-Unis et 7000 bombes états-uniennes visent la Russie. Sur ces 7000, 2500 peuvent être lancées en trois minutes, frappant la Russie entre 15 et 30 minutes plus tard. Le système de lancement russe est à peu près analogue.

La difficulté de garantir le système informatique des attaques de terroristes ou de hackers rend cette situation alarmante. C'est une menace pour toute la planète et le Congrès doit s'en occuper. Il faut que les deux superpuissances nucléaires pratiquent un désarmement mutuel, suivi par les six autres puissances nucléaires. De son côté, le Conseil de sécurité doit s'assurer qu'aucun autre pays n'acquiert ces armes. Pour **Mohamed ElBaradei**, directeur de l'**Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA)**, une feuille de route pour le désarmement nucléaire pourrait être établie. Le temps n'est pas de notre côté.

Shlomo Avineri



Shlomo Avineri est professeur de sciences politiques à l'université

« Pas de volonté locale, pas de possibilité »

Source : Jerusalem Post

Référence : « No local will, no way », par Shlomo Avineri, *Jerusalem Post*, 26 avril 2004.

Kofi Annan a affirmé qu'une chance historique et unique de résoudre le problème chypriote a été manquée après que les Chypriotes grecs aient rejeté à une écrasante majorité son plan de réunification. Ce n'est pas une surprise et cela montre les limites de la communauté internationale à résoudre les conflits

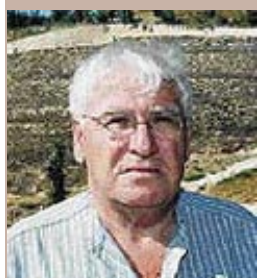
hébraïque de Jérusalem. Il est ancien directeur général du ministère des Affaires étrangères israélien. Membre d'un institut satellite de la CIA chargé de l'assistance aux partis de gauche, il a été impliqué dans les processus de démocratisation de nombreux pays de l'Est européen.

quand au moins l'un des acteurs a le sentiment que ses préoccupations ne sont pas traitées de façon adéquate.

Les médias internationaux ont présenté ce plan comme juste, mais les Chypriotes grecs ne l'entendaient pas ainsi. Ils le voyaient comme une légitimation de l'invasion turque de 1974. L'Union européenne a souhaité que le plan ouvre la voie de l'adhésion à la Turquie. Il fait 9000 pages et n'a même pas été traduit en turc ou en grec, mais les habitants en connaissaient les grandes lignes et celles-ci sont en contradiction avec les valeurs défendues par l'ONU et l'Union européenne. Ainsi, même si des Grecs pourront pénétrer la région turque de l'île, cette région reflètera l'occupation de 1974, seule la moitié des 200 000 Chypriotes grecs pourront retrouver leur foyer et les autres n'auront aucune compensation, la plupart des colons turcs pourront par contre rester sur place et une partie des troupes turques resteront également.

L'ONU et l'Union européenne s'opposent à l'occupation de la Cisjordanie par Israël, mais apparaissent dans le cas présent comme soutenant l'occupation et la colonisation turque. Ce rejet signifie que les plans de paix ne peuvent être imposés de l'extérieur. Il faudra être plus sage et respecter le choix des Chypriotes grecs. Il ne faut pas non plus que les Chypriotes grecs profitent de leur prochain statut de membre de l'Union européenne pour saper les négociations avec la Turquie, ils doivent même soutenir l'adhésion turque pour favoriser une résolution du conflit.

Meron Benvenisti



Meron Benvenisti est ancien vice-maire de Jerusalem. Il est l'auteur de et écrivain de *Sacred Landscape : Buried History of the Holy Land Since 1948*.

« Un plan de Bantoustan pour un Israël d'apartheid »

Source : The Guardian

Référence : « Bantustan plan for an apartheid Israel », par Meron Benvenisti, *The Guardian*, 26 avril 2004.

George W. Bush a raison de dire que le plan de retrait unilatéral d'**Ariel Sharon** est un événement historique, mais il n'est pas sûr qu'il en saisisse bien toutes les implications pour l'État hébreux. Même Sharon sera surpris d'apprendre que Washington le pousse à constituer un État binational fondé sur l'apartheid.

Quel est le lien entre un désengagement de Gaza et l'établissement d'un État binational ? On peut penser de prime abord que ce désengagement sera justement un moyen de séparer un million et demi de Palestiniens d'Israël et donc réduit le risque que le pays cesse d'être un État juif. Cette proposition est donc soutenue par la gauche israélienne qui reste attachée aux slogans anachroniques concernant la « fin de la conquête » et le démantèlement des colonies. Le mouvement Peace Now a même suspendu sa campagne « évacuer les colonies, choisir la vie » pour ne pas nuire à la politique de retrait de Sharon. Cette attitude ressemble à celle des libéraux sud-africains lors de la création de « foyers pour les noirs », mais il devint vite évident que la stratégie de création de ces foyers visait essentiellement à y parquer la population noire. La stratégie des bantoustans échoua et les demandes d'égalité civile s'intensifièrent. Le

monde se mobilisa alors pour la défaite de l'apartheid.

Sharon veut appliquer son plan de bantoustans pour Gaza et la Cisjordanie. Dans cette région, la barrière crée trois bantoustans. Le plan de Sharon prévoit la préservation d'un « État juif démocratique », la « séparation », la « fin de la conquête », le « démantèlement des colonies » et l'emprisonnement de trois millions de Palestiniens dans des bantoustans. Ce plan durera tant que la « séparation » apparaîtra comme un moyen de mettre fin au conflit. Un jour il sera évident que le « mur de séparation » est un moyen d'oppresser et de dominer et cela entraînera une mobilisation contre l'apartheid, le plan de Sharon ne fait qu'accélérer le processus.

Susan Braden, Michael Wyganowski

Susan Braden a été directrice pour l'Europe centrale dans l'administration Clinton.

Michael Wyganowski a été premier secrétaire de l'ambassade de Pologne aux États-Unis.

« Soutenir la réforme au Moyen-Orient »

Source : Washington Times

Référence : « Support Mideast reform », par Susan Braden et Michael Wyganowski, *Washington Times*, 26 avril 2004.

Comment les États-Unis peuvent-ils le mieux contribuer à la réforme démocratique du Moyen-Orient ? Cette question préoccupe Washington depuis le 11 septembre. La transformation démocratique du Moyen-Orient a été une des raisons de l'invasion de l'Irak et sera l'un des thèmes centraux du G8 en juin. Alors que les États-Unis et l'Europe soutiennent la démocratisation de la Pologne depuis une décennie, y a-t-il des leçons à retirer de cet exercice ?

La transformation de l'Europe centrale n'aurait pu se faire sans des personnalités d'opposition comme Vaclav Havel ou Lech Walesa. Si les États-Unis ne peuvent pas faire émerger de telles personnalités au Moyen-Orient, ils peuvent au moins créer les conditions permettant la naissance de tels dirigeants. C'est ce qu'ils ont fait dans les pays d'Europe centrale et orientale avec des programmes comme le Fulbright ou la création d'ONG. Une telle stratégie au Moyen-Orient encouragerait la réforme. Lors du prochain G8, les principales démocraties doivent s'accorder sur les moyens à mettre en œuvre dans ce domaine.

Il faut aussi s'appuyer sur les ressources de la région pour atteindre cet objectif. En Pologne, l'Église catholique a joué un rôle déterminant grâce au respect dont elle jouissait. Au Moyen-Orient aussi, il faut s'appuyer sur les dirigeants religieux. Il faut aussi soutenir le développement économique en libéralisant les économies. Il est préférable de passer par la Banque mondiale et le FMI. Il faut également que les États-Unis restent concentrés sur cette question sur le long terme.

Barbara Amiel



Ancienne éditorialiste du *Times*, Barbara Amiel est éditorialiste du *Daily Telegraph* et vice-présidente du groupe de presse Hollinger. Elle est l'épouse de l'ancien PDG du groupe, Lord Conrad Black of Crossharbour.

« George Orwell doit avoir écrit le projet de constitution de l'Union européenne »

Source : Daily Telegraph

Référence : « George Orwell must have written the EU constitution handbook », par Barbara Amiel, *Daily Telegraph*, 26 avril 2004.

Un aspect important de l'Union européenne est que dans l'UE « non » ne signifie pas réellement « non ». Cela explique pourquoi le Danemark et l'Irlande ont dû voter deux fois pour leur adhésion à l'Union européenne. Les votes recommencent toujours tant que les Eurocrates ne sont pas satisfaits du résultat. Comme à l'époque soviétique, il ne suffit pas d'accepter le choix, mais d'accepter de façon volontaire et de le faire en chantant.

Je suis favorable à l'Union européenne, mais je pense qu'elle doit se fonder sur des États nations plutôt que sur une Europe avec une seule identité légale. Au contraire, le projet de Constitution prévoit de donner à Bruxelles des pouvoirs sur tous les aspects de notre vie avec une possibilité d'accroître encore ce pouvoir dans l'avenir. Ce texte offre aux technocrates l'occasion de se donner plus de pouvoir, sans limites, et tout ce que nous pourrions alors espérer, c'est d'avoir des technocrates gentils. Cette constitution dit adieu au concept d'État nation, mais comme ce n'est pas facile de l'assumer et beaucoup de ses partisans nous mentent en mettant l'accent sur les différences qui demeurent. Toutefois, il ne s'agira que du type de différence qu'on trouve entre deux États américains. En, Louisiane, la cuisine est plus épicée qu'en Idaho.

En outre, c'est un texte orienté idéologiquement et il aurait pu être rédigé par le cabinet de Ken Livingstone, y compris dans le vocabulaire et les clichés utilisés. Bien sûr, certains de ses mots, comme « solidarité » qui est utilisé dès la première page du préambule, ne devraient pas nous inquiéter, mais nous savons bien qu'ils mènent au quasi marxisme. Ce texte ne défend pas la propriété privée et, d'une manière générale est pétri de la Novlangue d'Orwell dans 1984. Il met également en place un système judiciaire unifié dont on ignore encore s'il fournira les mêmes sécurités que notre système judiciaire. Il s'appelle Eurojust, il s'exerce en Océania.

Carin Jämtin, Hilde F. Johnson, Paula Lehtomäki, Per Stig Moller, Peter Piot

Carin Jämtin et la ministre suédoise de la Coopération et du Développement.

Hilde F. Johnson est la ministre norvégienne du Développement international.

Paula Lehtomäki est la ministre finlandaise du Commerce international et du développement.

Per Stig Moller est le ministre danois des Affaires étrangères.

Peter Piot est directeur exécutif de l'UNAIDS.

« Une stratégie compréhensive pour protéger les femmes »

Source : International Herald Tribune

Référence : « A comprehensive strategy to protect women », par Carin Jämtin, Hilde F. Johnson, Paula Lehtomäki, Per Stig Moller et Peter Piot, *International Herald Tribune*, 26 avril 2004.

Pendant longtemps, le sida a été vu comme une maladie frappant principalement les hommes, mais aujourd'hui, la moitié des malades sont des femmes, 60 % en Afrique. Une jeune femme entre 15 et 24 ans a deux fois et demi plus de chance d'être contaminée qu'un jeune homme de son âge. Aussi longtemps que les femmes n'auront pas droit à l'éducation ou à la propriété, seront libérées de la violence et disposeront d'une sécurité économique, le sida se développera.

L'abstinence, la fidélité et l'utilisation du préservatif sont les moyens de prévention les plus souvent mis en avant, mais pour les femmes, c'est insuffisant car entre un cinquième et la moitié d'entre elles ont leur premier rapport sexuel forcé. Un sondage en Zambie a montré que seules 11 % des femmes estimaient avoir le droit de demander à un homme d'utiliser un préservatif. Le mariage ne résout rien. En outre, un malade est un poids économique qui entraîne souvent les familles à retirer leurs enfants de l'école, en commençant par les filles.

Pour combattre le sida chez les femmes, il faut plus que des slogans. Il faut comprendre comment elles sont traitées et pourquoi. Il faut mettre au point une stratégie qui renforcera les droits à l'éducation et la propriété des femmes et combattra le harcèlement sexuel et la violence contre elles. Ces droits sont souvent reconnus dans les textes, mais ne sont pas appliqués car l'éducation des femmes n'est pas suffisante, il faut un changement de comportement des hommes.

Condamné à l'échec au Moyen-Orient

Lettre ouverte de 52 diplomates britanniques à Tony Blair

Sortant de la réserve qui s'impose aux diplomates, même retraités, cinquante-deux anciens ambassadeurs britanniques ont publié une lettre ouverte au Premier ministre. La démarche, sans précédent historique, manifeste une véritable révolte des personnels du Foreign Office. Compte tenu de son ampleur, Downing Street a dû renoncer à la sanctionner. Les signataires dressent le bilan catastrophique de la Coalition en Irak. Ils appellent à un réajustement immédiat de la politique conduite en commun avec les États-Unis ou, à défaut, à la rupture de la relation privilégiée qui unit Londres et Washington.

Cher Premier ministre,

Nous, soussignés, anciens ambassadeurs britanniques, hauts-commissaires, gouverneurs et haut fonctionnaires internationaux, y compris certains qui ont une longue expérience du Moyen-Orient et d'autres qui ont de l'expérience ailleurs, avons observé avec une profonde inquiétude les politiques que vous avez menées dans le cadre du problème israélo-arabe et de l'Irak, en coopération rapprochée avec les États-Unis. Après la conférence de presse à Washington au cours de laquelle vous et le président Bush avez redéfini ces politiques, nous pensons que le temps est venu de rendre public nos inquiétudes, dans l'espoir qu'elles seront communiquées au Parlement et mèneront à une réévaluation fondamentale.

La décision des États-Unis, de l'Union européenne, de la Russie et de l'ONU de lancer une « feuille de route » pour le règlement du conflit israélo-palestinien avait suscité l'espoir que les grandes puissances fassent enfin un effort collectif et déterminé pour résoudre un problème qui, plus que tout autre, a empoisonné pendant des décennies les relations entre l'ouest et les mondes musulmans et arabes. Les principes juridiques et politiques sur lesquels un tel règlement serait fondé ont été bien établis : le président Clinton s'est débattu avec le problème durant son mandat ; les ingrédients nécessaires à un règlement avaient été bien

compris et des accords informels sur plusieurs d'entre eux avaient été passés. Mais ces espoirs étaient infondés. Rien de concret n'a été fait, ni pour faire avancer les négociations, ni pour faire diminuer la violence. La Grande-Bretagne et les autres promoteurs de la feuille de route ont simplement attendu que les États-Unis prennent le commandement, mais ils ont attendu en vain.

Le pire était à venir. Après tous ces mois perdus, la communauté internationale est désormais confrontée à l'annonce par Ariel Sharon et le président Bush de nouvelles politiques qui sont unilatérales et illégales, et qui coûteront encore plus de sang israélien et palestinien. Notre consternation devant ce pas en arrière est accrue par le fait que vous-même semblez l'avoir adopté, abandonnant les principes qui ont guidé durant près de quatre décennies les efforts internationaux pour restaurer la paix dans la Terre Sainte et qui ont été la base des succès que ces efforts ont produits.

L'abandon des principes arrive à un moment où, à tort ou à raison, nous sommes décrits dans le monde arabe et musulman comme les partenaires d'une occupation illégale et brutale en Irak.

La conduite de la guerre d'Irak a mis en évidence qu'il n'existait pas de réel plan pour l'après-Saddam. Tous ceux qui ont une expérience de la région avaient prédit que l'occupation de l'Irak par les forces de la Coalition rencontrerait une opposition sérieuse et déterminée, et cela a été le cas. Décrire la résistance comme un réseau dirigé par des terroristes, des fanatiques et des étrangers n'est ni convaincant, ni d'une grande aide. La politique doit prendre en compte la nature et l'histoire de l'Irak, le pays le plus complexe de la région. Peu importe combien les Irakiens peuvent aspirer à une société démocratique, croire qu'elle pourrait être créée maintenant par la Coalition est naïf. C'est l'opinion de quasiment tous les spécialistes indépendants de la région, à la fois en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Nous sommes ravis de noter que vous et le président avez accueilli favorablement les propositions avancées par Lakhdar Brahimi. Nous devons être prêts à fournir tout le soutien qu'il demande, et à donner l'autorité à l'ONU pour travailler avec les Irakiens eux-mêmes, y compris ceux qui résistent actuellement activement à l'occupation, pour réparer les dégâts.

Les actions militaires des forces de la Coalition doivent être guidées par des objectifs politiques et par les contraintes du théâtre des opérations irakien, et non par des critères éloignés de ceux-là. Il ne suffit pas de dire que l'usage de la force est une question qui dépend des commandants locaux. Les armes lourdes inappropriées aux missions, le langage incendiaire, les confrontations actuelles à Nadjaf et Fallujah, tout ceci a renforcé plutôt qu'isolé l'opposition. Les Irakiens tués par les forces de la Coalition avoisinent probablement autour de 10-15 000 morts (il est honteux que les forces de la Coalition elles-mêmes ne semblent pas avoir d'estimation), et le nombre de personnes tuées le mois dernier à Fallujah uniquement est apparemment de plusieurs centaines, un chiffre qui comprend des civils, hommes, femmes et enfants. Des phrases telles que « *nous pleurons chaque mort. Nous les saluons, eux et leurs familles pour leur courage et leur sacrifice* », qui ne font apparemment référence qu'à ceux qui sont morts du côté de la Coalition, ne sont pas à même d'apaiser les passions que ces tueries suscitent.

Nous partageons votre opinion selon laquelle le gouvernement britannique a un intérêt à travailler d'une manière aussi rapprochée que possible avec les États-Unis sur ces deux questions corrélées, et à exercer une réelle influence en tant qu'allié loyal. Nous pensons que la nécessité d'une telle influence est désormais une question de la plus extrême urgence. Si cela est inacceptable ou n'est pas le bienvenu, il n'y a pas de raison de soutenir une politique qui est condamnée à l'échec.

Les signataires :

Sir Brian Barder, ancien haut-commissaire en Australie
 Paul Bergne, ancien diplomate
 Sir John Birch, ancien ambassadeur en Hongrie
 Sir David Blatherwick, ancien ambassadeur en Irlande
 Graham Hugh Boyce, ancien ambassadeur en Égypte
 Sir Julian Bullard, ancien ambassadeur en Allemagne
 Juliet Campbell, ancien ambassadeur au Luxembourg
 Sir Bryan Cartledge, ancien ambassadeur en Union soviétique
 Terence Clark, ancien ambassadeur en Irak
 David Hugh Colvin, ancien ambassadeur en Belgique
 Francis Cornish, ancien ambassadeur en Israël
 Sir James Craig, ancien ambassadeur en Arabie saoudite
 Sir Brian Crowe : ancien directeur général chargé des Affaires extérieures et de la Défense au Conseil de l'Europe
 Basil Eastwood, ancien ambassadeur en Syrie
 Sir Stephen Egerton, diplomate au Koweït
 William Fullerton, ancien ambassadeur au Maroc
 Dick Fyjis-Walker, ancien président du Commonwealth Institute
 Marrack Goulding, ancien directeur des Forces de maintien de la paix des Nations unies
 John Graham, ancien ambassadeur à l'OTAN
 Andrew Green, ancien ambassadeur en Syrie
 Victor Henderson, ancien ambassadeur au Yémen
 Peter Hinchcliffe, ancien ambassadeur en Jordanie
 Brian Hitch, ancien haut-commissaire à Malte
 Sir Archie Lamb, ancien ambassadeur en Norvège
 Sir David Logan, ancien ambassadeur en Turquie
 Christopher Long, ancien ambassadeur en Suisse
 Ivor Lucas, ancien secrétaire général adjoint de l'Arab-British Chamber of Commerce
 Ian McCluney, ancien ambassadeur en Somalie
 Maureen MacGlashan, diplomate en Israël
 Philip McLean, ancien ambassadeur à Cuba
 Sir Christopher MacRae, ancien ambassadeur au Tchad
 Oliver Miles, diplomate au Proche-Orient
 Martin Morland, ancien ambassadeur en Birmanie
 Sir Keith Morris, ancien ambassadeur en Colombie
 Sir Richard Muir, ancien ambassadeur au Koweït
 Sir Alan Munro, ancien ambassadeur en Arabie saoudite
 Stephen Nash, ambassadeur en Lituanie
 Robin O'Neill, ancien ambassadeur en Autriche

Andrew Palmer, ancien ambassadeur au Vatican
Bill Quantrill, ancien ambassadeur au Cameroun
David Ratford, ancien ambassadeur en Norvège
Tom Richardson, ancien ambassadeur adjoint au Nations unies
Andrew Stuart, ancien ambassadeur en Finlande
Michael Weir, ancien ambassadeur en Égypte
Alan White, ancien ambassadeur au Chile
Hugh Tunnell, ancien ambassadeur à Bahrain
Charles Treadwell, ancien ambassadeur aux Émirats arabes unis
Sir Crispin Tickell, ancien ambassadeur aux Nations unies
Derek Tonkin, ancien ambassadeur en Thaïlande
David Tatham, ancien gouverneur des îles Falklands (Malouines)
Harold « Hooky » Walker, ancien ambassadeur en Irak
Jeremy Varcoe, ancien ambassadeur en Somalie

Cette lettre ouverte a été publiée simultanément dans le *Guardian* et *The Independent* du 27 avril 2004. Traduction Réseau Voltaire.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .
